

Chronique de Jacques Nikonoff du 24 juillet 2013 "Nouvelle réponse aux économistes pro-euro du PCF"

mercredi, 24 juillet 2013 / Jacques Nikonoff /

Porte-parole du M'PEP

NOUVELLE RÉPONSE AUX ÉCONOMISTES PRO-EURO DU PCF

[Chronique de Jacques Nikonoff du 24 juillet 2013.](#)

Jacques Nikonoff est porte-parole du M'PEP et ancien membre du collège exécutif du PCF, ex-président d'Attac. Derniers ouvrages publiés :

- « Sortons de l'euro ! Restituer au peuple la souveraineté monétaire » (Mille et une nuits, 2011).
- « La confrontation. Argumentaire anti-FN » (Le Temps des Cerises, 2012).

Résumé Dans un article de L'Humanité du 13 juin 2013, des économistes du PCF ont proposé « un autre euro, une autre Banque centrale européenne (BCE) et une autre construction européenne ». Avec Jean-Claude Danglot, ancien sénateur et ex-secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais du PCF, nous avons réagi le 2 juillet dans une tribune de L'Humanité :

- Pour accéder à la tribune des économistes pro-euro du PCF (13 juin) et à notre réponse (2 juillet) , cliquez ci-dessous :
<http://www.m-pep.org/spip.php?article3387>

Nous avons montré que la question n'était pas celle d'un autre euro parfaitement illusoire, mais celle de la sortie de l'euro si nous voulions vraiment mettre un terme à la crise. J'ai également rédigé une note détaillée de réponse, toujours le 2 juillet, intitulée « Réponse aux économistes pro-euro du PCF » accessible en cliquant sur le lien ci-dessous :

<http://www.m-pep.org/spip.php?article3351>

Les six économistes pro-euro du PCF n'ont pas voulu en rester là. Ils ont publié une nouvelle tribune, le 9 juillet. Cette fois-ci L'Humanité n'a pas souhaité que nous répondions. On comprend pourquoi : notre réponse aux économistes pro-euro du PCF avait reçu un excellent accueil auprès des membres et sympathisants du PCF !

Texte complet

[NOUVELLE RÉPONSE AUX ÉCONOMISTES PRO-EURO DU PCF](#)

Notre texte du 2 juillet a suscité beaucoup de messages de satisfaction et d'encouragements. Il est vrai que l'objectif de sortir de l'euro et de l'Union européenne (UE) est une opinion partagée par une importante minorité de sympathisants du Front de gauche. Le dernier sondage IFOP sur la question, en septembre 2012, « Les Français et l'Europe vingt ans après Maastricht » le confirme. A la question « Souhaitez-vous que la France abandonne l'euro et revienne au Franc ? », 37% des sympathisants du Front de gauche répondent « oui » (63% répondent « non » ou ne savent pas). A la question « D'une manière générale, pensez-vous qu'il soit dans l'intérêt de votre pays d'appartenir à l'Union européenne ? », 38% des sympathisants du Front de gauche répondent « non » (47% répondent « oui »).

Cette montée en puissance des luttes pour rompre avec l'euro et l'Union européenne se traduit par des positions de plus en plus claires d'intellectuels comme Frédéric Lordon, Jacques Sapir, Emmanuel Todd... Au sein même du Front de gauche, pour la première fois la question de la sortie de l'euro est ouvertement posée dans un livre de Cédric Durand (*En finir avec l'Europe*). Ces luttes connaissent également un changement notable au sein de l'Union européenne ou des forces progressistes se prononcent désormais pour la sortie de l'euro : en Finlande, aux Pays-Bas, dans plusieurs partis communistes (Belgique, Chypre, Grèce, Portugal), Oskar Lafontaine en Allemagne, les jeunesses communistes en Espagne et l'ancien président d'Attac, une scission de Syriza en Grèce...

Les mêmes économistes du PCF nous ont répondu une nouvelle fois dans *l'Humanité* du 9 juillet (voir leur tribune à la fin de ce texte). Leur thèse, qui consiste à revendiquer « *un autre euro, une autre Banque centrale européenne (BCE) et une autre construction européenne* » présente trois points faibles : les conditions de réussite de cette stratégie ne sont jamais évoquées ; les conséquences de la dévaluation du franc, en cas de sortie de l'euro, sont présentées de façon erronée ; ils manifestent une forme d'aversion au débat d'idées.

I.- LES CONDITIONS DE RÉUSSITE DE LA STRATÉGIE PROPOSÉE PAR LES ÉCONOMISTES PRO-EURO DU PCF NE SONT JAMAIS ÉVOQUÉES

Toute organisation qui détermine sa stratégie, pour en vérifier la crédibilité, doit tenter d'identifier ses conditions de réussite. Cette démarche permet d'agir sur ces conditions afin de mettre toutes les chances de son côté. Les économistes pro-euro du PCF ne procèdent pas à cette analyse. Ils ont tort, car s'ils se donnaient la peine de se livrer à cet exercice, ils se rendraient compte de la faiblesse de leur thèse et devraient en toute logique en tirer les conséquences en révisant leur stratégie.

En effet, les économistes pro-euro du PCF ignorent ou semblent ignorer la véritable nature du système de Bruxelles, sous-estiment les difficultés de trouver un accord à 28, font un contre-sens sur les mesures prises par la Banque centrale européenne.

A.- La véritable nature du système de Bruxelles est ignorée

Le système de Bruxelles n'est pas considéré par ces économistes comme un obstacle à démanteler pour permettre le progrès social, démocratique, environnemental et une vraie coopération internationale. Ils observent donc le silence sur la « *construction* » européenne, laissant entendre qu'elle serait politiquement asexuée. Ils sont alors conduits à rejeter la nécessité de la reconquête, par chaque pays, de sa souveraineté nationale, rejoignant le camp de ceux qui assimilent indépendance nationale à « *repli national* ». Du coup leur stratégie apparaît abstraite et attentiste, orientant les luttes dans une impasse.

1.- Mutisme sur la véritable nature de la « construction » européenne

Les économistes pro-euro du PCF observent un mutisme fâcheux sur la véritable nature de l'UE, appelé fallacieusement « *Union européenne* », qui contribue à entretenir le mythe européen. Rappelons ici que la « *construction* » européenne est, par essence, américaine, libérale et anti-démocratique. Elle a été conçue pour faire la guerre froide en participant à la politique de *containment* (l'« *endiguement* ») du président américain Truman. Il s'agissait de contenir le bloc soviétique en construction ; d'affaiblir les partis communistes principalement en France et en Italie ; de favoriser la reconstruction économique et industrielle de l'Europe de l'Ouest pour qu'elle puisse acheter les produits américains et produire elle-même ses propres moyens de défense sur le plan militaire afin de s'opposer au bloc soviétique. L'actuel projet de Partenariat transatlantique, dont l'objectif principal est de reconquérir le leadership américain sur la planète, confirme que l'UE n'est que l'arrière-cour des États-Unis. L'UE est le système le plus sophistiqué au monde, mis en place par les classes possédantes, pour imposer aux sociétés le marché comme valeur suprême. La démocratie, la souveraineté des peuples et des nations sont progressivement asséchées, les instruments des politiques d'Etat comme la politique monétaire leur sont ôtés. Ce système doit être démantelé, il n'est pas amendable. La divergence stratégique avec les économistes pro-euro du PCF est donc totale. Car prétendre modifier de l'intérieur un tel système, conçu dès le départ pour

interdire toute politique alternative, est un leurre.

2.- Rejet de la nécessité de la reconquête de la souveraineté nationale

Il y a de quoi être accablé par la remarque navrante de ces économistes qui assimilent la sortie de l'UE et de l'euro que préconise le M'PEP à une « *solution purement nationale* ». Oui, en effet, si rien n'est possible dans le cadre de l'UE – ce dont témoigne la simple observation des faits – une solution « purement nationale » doit s'imposer. Ou alors il n'y aura pas de solution du tout ! Rappelons encore une fois que la solidarité entre pays est interdite par le traité de Lisbonne. Pour coopérer entre nations souveraines, il faut se libérer du principe de la « *concurrence libre et non faussée* » qui est le contraire de la coopération. La condition de la coopération avec les autres nations est la sortie de l'UE et de l'euro. Si une issue collective positive à la crise était possible à 28, il faudrait bien évidemment la saisir. Mais la position du M'PEP est beaucoup plus solide que celle de ces économistes. En effet, pourquoi opposer les solutions à prendre au niveau de l'UE et celles à prendre au niveau national ? Pourquoi ne pas dire, comme le fait le M'PEP, que si les autres nations ne veulent pas bouger, la France, comme elle l'a fait à plusieurs reprises dans son histoire, se mettra en mouvement. Sortir de l'UE et de l'euro ne signifie pas se fâcher avec les autres pays. Au contraire, c'est le moyen de construire de nouvelles relations débarrassées de leur gangue néolibérale.

3.- Abstraction et attentisme, orientation des luttés vers une impasse

Le gros inconvénient de la position de ces économistes est l'abstraction et l'attentisme. Abstraction, car on ne voit pas comment nous, en France, pourrions accélérer la prise de conscience des peuples allemand, espagnol, italien, etc. Observons en outre que cette démarche a quelque chose de présomptueux et d'arrogant car la France prétendrait ainsi dire aux autres pays ce qu'il convient de faire. L'autre inconvénient est l'attentisme. Si la solution nationale est écartée par principe, le message subliminal adressé aux citoyens est le suivant : « *attendons que les autres peuples se mettent en mouvement, nous ne pouvons rien faire seuls* ». Il est difficile de faire mieux pour démobiliser et démoraliser les citoyens ! Au contraire, l'action unilatérale de la France aura valeur d'exemple et d'entraînement, mais elle ne sera pas un modèle car chaque pays sera libre de s'en inspirer à sa manière, en toute souveraineté. Du coup les luttes ne sont pas orientées dans la bonne direction mais vers une impasse.

B.- Les difficultés considérables d'obtenir l'accord unanime des Vingt-Huit pays membres de l'UE pour réviser le traité de Lisbonne sont passées sous silence

Alors que toute leur théorie repose sur un accord unanime des 28 pour « *un autre euro, une autre BCE, une autre construction européenne* », rien n'est dit sur la manière d'obtenir leur accord. Et pour cause ! Car la stratégie proposée par les économistes pro-euro du PCF n'a aucune chance de se réaliser à court et moyen terme, elle est une fuite devant la réalité.

1.- Une stratégie qui n'a aucune chance de se réaliser à court et

moyen termes

C'est une question essentielle de se demander comment et quand les Vingt-Huit pourront se mettre d'accord sur « *un autre euro, une autre BCE et une autre construction européenne* ». Tout le montage des économistes pro-euro du PCF repose en effet sur l'acceptation par les pays membres de l'UE de leur proposition. Pourtant à aucun moment ils ne se posent la question de la faisabilité d'un tel projet. Essayons alors de faire ce à quoi ils se refusent et admettons qu'un gouvernement français soit issu d'une majorité parlementaire favorable à « *un autre euro* ». Ce gouvernement le propose aux 27 autres pays. Ces pays peuvent répondre selon trois hypothèses.

Première hypothèse : ils répondent tous oui, la théorie des économistes pro-euro du PCF est validée. Comment parvenir à ce but et quelle est la probabilité de réalisation de cette situation, pourtant nécessaire à toute révision du traité de Lisbonne ? Elle est nulle. Sauf à vivre sur une autre planète, ou croire à la baguette magique, personne ne peut imaginer qu'il y aura unanimité à court ou moyen terme. Il n'y aura donc pas de révision possible du traité de Lisbonne. Du moins pour les années à venir. Et pendant ces années, alors que la crise continue, il faudra dire aux citoyens qu'il faut lutter pour que les 27 autres pays acceptent cet « *autre euro* » ? Mais, encore une fois, il n'y a rien de tel pour démobiliser et démoraliser la population ! Car nous n'avons aucun moyen pour faire bouger les autres peuples, hormis la force de l'exemple.

Deuxième hypothèse : certains pays sont favorables à « *un autre euro* », et d'autres non. Cette situation, bien que fortement improbable à court et moyen termes est quand même moins invraisemblable que la précédente. Que fait-on ? On impose quand même cette conception de l'euro, de la BCE, de la « construction » européenne aux pays qui ne sont pas d'accord ? Cela signifierait que la règle de l'unanimité requise pour réviser les traités vole en éclat, que la souveraineté de ces pays est bafouée. Pour y parvenir, un directoire franco-allemand doit prendre le pouvoir au sein de l'UE, il n'y a pas d'autre solution. Est-ce le modèle politique dont rêvent nos six économistes ? Celui du coup d'Etat permanent ?

Troisième hypothèse, la plus certaine : tous les pays sont contre. Pour être cohérents, les économistes pro-euro du PCF devraient nous dire ce qu'un gouvernement français favorable à leurs thèses devrait faire dans cette situation. Car après avoir essuyé un refus des 27 autres pays membres de l'UE, un tel gouvernement sera obligé de réagir, sauf à se discréditer totalement. Il devrait alors prendre la décision unilatérale de sortir de l'euro et de l'Union européenne car – de façon prévisible – tout aura été tenté, en vain. Pourquoi les économistes pro-euro du PCF ne le disent pas ?

2.- Fuite devant les réalités

Au total, pour ces économistes, l'analyse que nous faisons dans notre tribune du 2 juillet serait une « *fuite devant les nouveaux problèmes de notre époque en croyant retourner au passé* ». La fuite, en réalité, est la leur, c'est celle qui consiste à ne pas vouloir s'attaquer radicalement et frontalement à l'un des piliers les plus puissants de l'ordre néolibéral mondial : l'UE. Assimiler la bataille décisive que nous proposons à une volonté de retourner au passé revient dans les faits à renoncer à lutter contre le capitalisme tout en affirmant le contraire dans les mots. Le passé c'est le type actuel de construction européenne hérité de la guerre froide ! L'avenir est à la libération des peuples européens de la gangue eurolibérale qui leur impose la « *concurrence libre et non faussée* » alors qu'il faut coopérer entre nations souveraines.

C.- Les mesures prises jusqu'à présent par la BCE sont mal interprétées

Contrairement à ce qu'affirment nos économistes, la BCE n'est pas sortie de son rôle statutaire lors de la crise de l'euro toujours en cours. En outre son action ne visait absolument pas à « *soutenir* » les pays en crise, au contraire.

1.- La BCE, dans sa gestion de la crise de l'euro, n'est pas sortie de son rôle

statutaire

Pour tenter de trouver des exemples qui pourraient rendre crédible leur thèse et montrer qu'il est possible de changer l'UE de l'intérieur, les économistes pro-euro du PCF affirment que « *déjà la BCE a dû intervenir pour soutenir les pays européens en difficulté sans révision des traités* ». On notera le « *déjà* » qui indique que nos économistes voient dans l'action de la BCE un premier mouvement prometteur qui devrait être suivi par d'autres. Cette affirmation est totalement inexacte. La BCE, en rachetant des titres publics de certains États, est intervenue conformément à ses statuts. En effet, ces titres ont été achetés par elle sur le marché secondaire (à des investisseurs) ce qui est autorisé par le traité de Lisbonne, et non sur le marché primaire (directement aux États) ce qui n'est pas autorisé par le traité de Lisbonne. Certes, nous conviendrons que cette façon de faire est particulièrement hypocrite, mais elle est légale.

2.- L'absence d'action de la BCE, à aucun moment, n'a visé à « soutenir » les pays en crise

Nous ne partageons absolument pas l'analyse de ces économistes qui considèrent que l'action de la BCE été de « *soutenir* » les pays en difficulté. La BCE a soutenu ces pays comme la corde soutient le pendu. En échange de fonds permettant de rembourser les créanciers, ces pays se sont vus infliger des plans d'austérité inimaginables. De la même manière les pays de l'Union européenne n'ont pas « *aidé* » la Grèce et les Grecs, au contraire. Ils ont fait faire une petite promenade touristique en Grèce à leurs capitaux pour qu'ils reviennent à la case départ qui était celle des banques, surtout allemandes et françaises, augmenté d'un petit pécule. Car les sommes allouées à la Grèce servent notamment à rembourser ses créanciers, c'est-à-dire les banques françaises et allemandes ! Le prix à payer a été d'enfoncer encore un peu plus ce pays avec des prêts sur lesquels les pays censés « *soutenir* » les Grecs vont en réalité faire une marge (de l'ordre de 2% pour la France et l'Allemagne puisque à l'époque ces pays empruntaient à 3% et prêtaient à 5%). Et surtout pour les conditions qu'ils ont mises : une austérité extravagante qui est en train de détruire le pays.

La tentative de démontrer que la thèse de la transformation de l'UE de l'intérieur tombe à l'eau...

II.- LES CONSÉQUENCES DE LA DÉVALUATION DU FRANC, EN CAS DE SORTIE DE L'EURO, SONT PRÉSENTÉES DE FAÇON ERRONÉE

Pour les économistes pro-euro du PCF, « *notre balance commerciale exprime encore plus qu'hier un déficit endémique, notamment avec l'Allemagne. Une sortie de l'euro impliquerait de facto une dévaluation de notre monnaie nationale qui renchérirait d'autant le coût de nos importations en provenance de ce pays* ». Ce constat désabusé témoigne d'une impuissance et d'un immobilisme total face à la politique non coopérative des dirigeants allemands. Car si la France, comme la plupart des pays de la zone euro, a accumulé des déficits commerciaux tandis que l'Allemagne accumulait de gigantesques excédents commerciaux, c'est bien parce que les dirigeants de ce pays ont décidé d'une telle politique agressive. Cette situation est une des causes de la crise de l'euro dont on ne pourra sortir qu'en diminuant les excédents commerciaux allemands pour rehausser la balance commerciale des autres pays. La dévaluation est un outil décisif pour y parvenir. Rejetant cette possibilité, les économistes pro-euro du PCF ne proposent rien et ne semblent pas imaginer qu'il y aurait des solutions.

Ils manifestent une crainte irrationnelle du principe même de la dévaluation. Pour entrer dans le débat de façon raisonnée, rappelons au contraire combien les dévaluations sont utiles et pourquoi des gouvernements y ont parfois recours. Cette crainte irrationnelle de la dévaluation conduit les économistes pro-euro du PCF à s'enfermer dans le système libre-échangiste et à ne pas lutter pour un nouvel ordre commercial international.

A.- Une crainte irrationnelle du principe même de la dévaluation

Les économistes pro-euro du PCF témoignent d'un triple refus : refus de reconnaître que les dévaluations sont

utiles et nécessaires pour redresser les balances commerciales déficitaires ; refus d'accepter les leçons de l'histoire qui montrent que beaucoup de dévaluations en France au XXe siècle ont été des succès ; refus d'admettre que les conséquences négatives des dévaluations peuvent être maîtrisées.

1.- Refus de reconnaître que les dévaluations sont utiles et nécessaires pour redresser les balances commerciales déficitaires

Les dévaluations sont utiles aux gouvernements car elles servent à rétablir l'équilibre de la balance des paiements des pays en déficit commercial (voir l'annexe 1 pour la définition de la balance des paiements). Un déficit commercial signifie que la valeur des importations d'un pays dépasse celle de ses exportations (le pays consomme plus qu'il ne produit). Dévaluer une monnaie signifie baisser la parité officielle de cette monnaie par rapport à une autre monnaie, c'est-à-dire la valeur de cette monnaie relativement aux autres. La baisse de la valeur de la monnaie nationale provoque alors une hausse du prix des importations et une baisse du prix des exportations. C'est ce qui permet de tendre vers le rétablissement de l'équilibre de la balance commerciale, sans que cette seule mesure soit d'ailleurs toujours suffisante pour y parvenir. Une dévaluation serait particulièrement utile aux pays de la zone euro connaissant un déficit commercial.

En réalité la balance des paiements est toujours équilibrée car les opérations sont enregistrées selon le principe de la comptabilisation en partie double : chaque opération donne lieu à deux enregistrements de signes contraires. Aucune opération ne peut avoir lieu sans avoir été financée : un achat est une vente et une vente est un achat, c'est le principe même de l'échange. Les expressions « déficit commercial » ou « *excédent commercial* » sont donc erronées. On dit pourtant que la balance commerciale est en déficit quand le pays achète une partie de ses importations à crédit. Ce déficit oblige donc à emprunter des devises étrangères pour le combler, devises qui devront être remboursées grâce à l'épargne et les résultats de la production nationales.

Pourquoi un déséquilibre de la balance commerciale est-il un problème pour un pays ?

- La dette publique augmente, comme le déficit budgétaire car il faut emprunter pour payer les importations non couvertes par des exportations.
- La charge de la dette (les intérêts à payer sur les emprunts) et les taux d'intérêt augmentent car les créanciers considèrent qu'une balance commerciale structurellement déficitaire risque de provoquer un défaut (non remboursement par l'Etat de ses dettes).
- Les pays déficitaires perdent des emplois car ils ont perdu des parts de marché.
- Il peut y avoir crise de la balance des paiements lorsqu'il n'y a plus assez de devises pour combler le déficit. Le pays concerné doit alors emprunter d'urgence notamment auprès du FMI ou renégocier sa dette extérieure tout en menant des politiques d'austérité.

2.- Refus d'accepter les leçons de l'histoire économique de la France qui montrent que des

dévaluations peuvent rencontrer le succès

Dans l'esprit des économistes pro-euro du PCF, une dévaluation semble être assimilée à quelque chose d'intrinsèquement maléfique. Cette croyance n'a aucun fondement. L'histoire économique enseigne qu'il existe des dévaluations réussies et d'autres qui sont loupées. En France par exemple, 17 dévaluations ont eu lieu au XXe siècle, de 1928 à 1983. Parmi les dévaluations réussies, il y a celle que Poincaré opère en 1928 avec une baisse de 80% du franc ! Les deux dévaluations de 1958, décidées par de Gaulle dans le cadre du plan Rueff, sont également des réussites. La dévaluation de 1969 est également un succès : amélioration quasi immédiate de la balance commerciale, reconstitution spectaculaire des réserves d'or et de devises, accélération sans précédent de la croissance et des investissements ! Il est vrai que d'autres dévaluations ont été des échecs, comme les trois opérées par le Parti socialiste dans les années 1980. A l'époque l'augmentation de la demande, faisant suite à la politique de relance de Mitterrand-Mauroy (augmentations des salaires, d'allocations sociales, création d'emplois...), au lieu de développer l'emploi en France, a provoqué une augmentation des importations et un décrochage du franc par rapport au mark. Une dévaluation ne pouvait alors réussir qu'à deux conditions : prendre des mesures protectionnistes et sortir du Système monétaire européen, solutions refusées par le PS. Ce ne sont donc pas les dévaluations en elles-mêmes qui sont blâmables, mais l'alignement du PS sur l'orthodoxie néolibérale.

3.- Refus d'admettre que les conséquences négatives des dévaluations peuvent être maîtrisées

' admettre

La peur de la dévaluation est souvent liée à un risque d'inflation largement surestimé. Ce risque est réel et il ne faut pas le masquer, mais il peut être parfaitement bien contrôlé comme nous l'avons démontré dans notre tribune publiée par *l'Humanité* le 2 juillet 2013. Rappelons le mécanisme à l'origine du risque d'inflation : comme la dévaluation va servir à donner un coup de fouet à l'économie en diminuant les prix des produits nationaux à l'exportation, certains prix à l'importation, en retour, peuvent augmenter. Pour neutraliser cette inflation importée, la remise en place de l'échelle mobile des salaires et des prix est nécessaire. Certains, pourtant, reprochent également à ce dispositif d'être inflationniste. C'est inexact. La raison est simple à comprendre : les augmentations de salaires viennent après l'inflation des prix pour en neutraliser l'effet. Elles ne viennent pas avant ! S'il n'y a pas d'augmentation des prix à la consommation, il n'y a pas besoin d'ajuster les salaires. L'échelle mobile des salaires et des prix est un puissant facteur de stabilité économique et sociale. Sur le plan économique, elle permet de maintenir un pouvoir d'achat qui assure la consommation et donc la production et l'emploi en offrant des débouchés aux entreprises et au commerce. Sur le plan social, tous les travailleurs bénéficient du même régime, y compris ceux qui sont dans de petites entreprises. Les économistes pro-euro du PCF ne disent pas un mot de l'échelle mobile des salaires et des prix. Pourquoi ? Ils ne sont pas d'accord, alors qu'il s'agissait d'une conquête fondamentale du mouvement ouvrier ? Dans notre tribune publiée dans *l'Humanité* du 2 juillet nous avons également montré comment il était possible de mener une politique de substitution aux importations dans le but de produire en France. Enfin nous avons montré que des accords mutuellement avantageux pouvaient être conclus avec le Venezuela pour notre approvisionnement en produits pétroliers.

Au total, le risque d'inflation associé à une dévaluation est parfaitement maîtrisable.

B.- Un enfermement dans le système libre-échangiste et une inertie pour promouvoir un nouvel ordre commercial international

Les économistes pro-euro du PCF observent un silence regrettable sur trois questions pourtant essentielles : les moyens de s'émanciper du libre-échange mais concrète ; la question allemande ; la construction d'un nouvel ordre commercial international.

1.- Absence d'alternative

concrète proposée au libre-échange

Tout le monde ou presque, en France et au-delà, est d'accord pour estimer que l'euro est une monnaie surévaluée. On parle ainsi de l'euro « *fort* », en réalité il faudrait dire l'euro cher. Il pénalise notre industrie et encourage les délocalisations et le chômage. Les dirigeants allemands tirent avantage de cette situation, à la différence de presque tous les autres pays de la zone euro. Ne rêvons pas, il n'y aura jamais de fixation par la BCE d'un taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar qui satisfasse tout le monde dans la zone euro car certains pays profitent de l'euro fort (Allemagne) tandis que d'autres en souffrent (France). C'est une des raisons principales de sortir de l'euro. Le retour au franc doit donc s'accompagner d'une dévaluation comprise entre 20% et 30% selon la conjoncture au moment de la sortie de l'euro. Rappelons encore qu'à son lancement l'euro était à parité avec le dollar et qu'il a perdu 20% de sa valeur la première année de son existence. Pourquoi devrait-il désormais valoir structurellement 25% de plus que le dollar ?

Les économistes pro-euro du PCF rejettent toute forme de dévaluation. S'ils étaient les conseillers d'un gouvernement, et que leurs conseils soient écoutés, ils entraîneraient la France dans l'immobilisme et la débâcle. Car une dévaluation du franc, de la lire, de la drachme, etc. est absolument nécessaire. Certes, une simple dévaluation est largement insuffisante si on veut construire le plein-emploi, affaiblir le capitalisme et inscrire la France dans un nouvel ordre économique international plus juste, basé sur la coopération et non sur la compétition. Car une dévaluation s'opère toutes choses égales par ailleurs et laisse en place les structures du capitalisme. Elle s'opère dans le cadre du système capitaliste et ne vise qu'à freiner les importations et à augmenter les exportations. Autrement dit la dévaluation sert à conquérir des parts de marché chez les autres – ou plus exactement à reconquérir des parts de marché perdues – provoquant alors déficit commercial et chômage dans les pays concernés. Les dévaluations préconisées par certains partisans de la sortie de l'euro par la droite s'inscrivent entièrement dans la guerre commerciale car il s'agit, grâce à ce moyen, de partir à la conquête des marchés étrangers. Cela va en réalité attiser la guerre commerciale et les tensions internationales puisque cette sortie de l'euro par la droite ne s'inscrit pas dans la perspective de construire un ordre mondial commercial plus juste. Par ailleurs, il ne faut avoir aucune illusion sur l'efficacité durable de la dévaluation en termes d'exportations, de croissance et de créations d'emplois. Les résultats d'une dévaluation sur la création d'emplois, grâce à l'augmentation des exportations, sont généralement assez limités. Une dévaluation est un coup de dopage dont l'effet est bref. Ce n'est absolument pas avec la dévaluation – même si elle est indispensable – que l'on pourra reconstruire notre tissu industriel. On peut donc comprendre que la dévaluation soit rejetée pour les raisons qui viennent d'être indiquées. Les libéraux expliquent que la dévaluation permettra d'améliorer la compétitivité. La notion de compétitivité est totalement liée à la mondialisation néolibérale, puisque c'est bien à cause de la mondialisation qu'on nous explique sur tous les tons qu'il faut être compétitif. Pourquoi faut-il rejeter la notion de compétitivité ? Justement parce qu'elle s'inscrit totalement dans le cadre de la mondialisation. Elle vise à gagner des parts de marché dans la guerre commerciale qu'est le libre-échange, pilier de la mondialisation.

Faut-il pour autant désarmer la France et lui faire perdre des parts de marché ou renoncer à regagner celles qu'elle a perdues ? Faut-il accepter les déficits commerciaux sans réagir ? Il faut bien comprendre que nous sommes dans un paradoxe : la guerre commerciale est une guerre qu'il ne faut pas gagner, mais qu'il ne faut pas perdre non plus ! Gagner la guerre commerciale, grâce à la compétitivité venant de la compression des salaires ou de manipulations du taux de change (dévaluations), ne ferait que réduire le pouvoir d'achat en France et provoquer déficits commerciaux et chômage chez nos partenaires. Ces derniers, au bout d'un moment, ne pourront plus accumuler ces déficits et cesseront d'importer, nous mettant à notre tour en difficulté. D'un autre côté, perdre la guerre commerciale signifierait réduire la capacité de production française, perdre la souveraineté économique dans une série de secteurs, et consommer plus que nous ne produisons, c'est-à-dire vivre à crédit. C'est intenable dans les deux cas. Un gouvernement vraiment de gauche, sans attendre d'hypothétiques changements à l'échelle de l'Union européenne, aurait la responsabilité de s'attaquer à ces questions.

2.- Il n'y aurait pas de question allemande

Les économistes pro-euro du PCF passent totalement sous silence la « *question* » allemande et la politique économique agressive de ce pays envers les autres membres de l'Union européenne. C'est pourtant une question essentielle car il ne peut y avoir sortie de crise sans diminution drastique des énormes excédents commerciaux allemands. Ces derniers ont été accumulés grâce à une politique systématique de délocalisations industrielles,

totales ou partielles et par une vaste déflation salariale. Les dirigeants allemands ont provoqué un déficit commercial dans la plupart des autres pays de la zone euro. Bien que la déflation salariale soit l'autre nom que l'on peut donner à la dévaluation, elle ne suscite pourtant aucune réaction des économistes pro-euro du PCF. Ainsi, pour ces derniers, l'Allemagne pourrait organiser la déflation salariale dans son pays en toute impunité, contribuant à détruire notre tissu industriel, et la France n'aurait pas le droit de dévaluer.

La politique économique allemande, qu'elle soit menée par les chrétiens-démocrates ou les sociaux-démocrates, est une stratégie d'exploitation de ses voisins. En développant l'importation d'entrants bon marché en provenance des Pays d'Europe centrale et orientale (PECO), zone d'influence traditionnelle de l'Allemagne, cette stratégie a permis à l'industrie allemande de réaliser un véritable tour de passe-passe. Elle a pu offrir des produits d'exportations très compétitifs, « *bénéficiant de l'image de marque associée au Made in Germany malgré leur peu de contenu en travail allemand* » (Banque de France). Le poids des importations allemandes de biens intermédiaires fabriqués dans des pays à bas salaires et à monnaies faibles est ainsi passé de 4% à 16% entre 1991 et 2006. Par exemple, en 1995, les exportations allemandes contenant une quote-part de valeur ajoutée étrangère représentaient 31,1% du total des exportations. Elles sont montées à 40,1% en 2000 et à 44,8% en 2006. Partant de niveaux identiques, la France et le Royaume-Uni n'atteignent que 8% en 2006. Ce résultat tient aux liens étroits tissés par les dirigeants allemands avec les pays d'Europe centrale et orientale, favorisés par l'élargissement de l'Union européenne qui, en fait, était conçu pour cette raison. Mais c'est le taux de change de l'euro, d'une part avec le dollar, d'autre part avec les monnaies des PECO, qui sera décisif.

Face à l'euro fort voulu par les dirigeants allemands, les exportateurs, dont les français, se sont engagés dans une politique de compression de leurs coûts pour préserver leurs parts de marché, condition du maintien de leurs profits. Les salaires et l'emploi ont été particulièrement visés et ont joué le rôle de variable d'ajustement. Aucune des mesures préconisées par les économistes pro-euro du PCF n'est susceptible d'enrayer la stratégie allemande. Ces économistes, puisqu'ils ne veulent pas sortir de l'euro, laissent les salaires et l'emploi en France se faire écraser par la politique allemande.

L'importance de l'excédent commercial allemand vis-à-vis de ses « *partenaires* » européens correspond à une structure des échanges de type néocolonial. Si on additionne en effet les déficits de la balance des transactions courantes de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, du Portugal et de l'Espagne, on obtient 192,1 milliards d'euros en 2009. C'est presque le montant des excédents de l'Allemagne seule en 2007 (+185,1 milliards), en 2008 (+166,9 milliards) et un peu moins en 2009 (+119,8 milliards). Dans la zone euro, le pays central (l'Allemagne) exporte vers presque tous les autres pays de la zone des produits à forte valeur ajoutée et importe des produits à plus faible valeur ajoutée, aidé par une monnaie unique surévaluée. On observe par conséquent des relations inégales de type Centre-Périphérie « *entre l'Allemagne et ses partenaires, à l'instar d'une métropole et de ses colonies dans un Empire* » (Banque de France).

La stratégie des dirigeants allemands, en outre, a consisté à imposer, pour certains pays de l'Union européenne, une spécialisation forcée, une division du travail intra-européenne à son unique profit : la sous-traitance, l'agriculture, le tourisme, le folklore... Par l'instrumentalisation du processus d'intégration régionale, les dirigeants allemands ont progressivement structuré l'environnement européen pour en faire des quasi-Länder. En refusant de sortir de l'euro, les économistes pro-euro du PCF laissent faire cette politique et ne se donnent aucun moyen d'y mettre un terme.

En même temps que les délocalisations et de manière complémentaire, le deuxième volet de la stratégie des dirigeants allemands pour imposer leur domination économique par les exportations dans la zone euro a consisté à organiser une vaste déflation salariale appelée aussi désinflation compétitive. Les dirigeants allemands ont compressé la masse salariale pour réduire les coûts de production. L'absorption de l'Allemagne de l'Est explique en partie cette politique. Comme les autres pays membres de la zone euro, l'Allemagne n'a pas pu dévaluer sa monnaie pour absorber le choc de la réunification. La variable d'ajustement a donc été les salaires. Ainsi la part des salaires dans la valeur ajoutée a fortement baissé en Allemagne, passant de 65,4% en 2003, à 62,2% en 2007, alors qu'elle restait stable en France et en Italie. Le but était de baisser les prix des produits afin de gagner des parts de marché à l'exportation vis-à-vis des autres pays partageant la monnaie unique. Comme, avec l'euro, il n'est plus possible de dévaluer la monnaie, ce sont les salaires qui l'ont été, l'euro ayant d'ailleurs été conçu notamment pour cette raison. Refusant de reconnaître cette évidence, les économistes pro-euro du PCF acceptent de faire des salaires et de l'emploi en France la variable d'ajustement.

Pour contribuer à sortir de la crise il faudra que d'une manière ou d'une autre l'Allemagne freine ses exportations et développe sa demande intérieure afin de mener une politique coopérative. La classe dirigeante allemande n'est pas du tout prête à remettre en cause sa stratégie de domination, elle ne veut pas remettre en question sa stratégie de

délocalisation et de déflation salariale, ni organiser de relance par la dépense publique.

Comment faire ? Il faut engager la bataille pour la construction d'un nouvel ordre commercial international, dont la sortie de l'euro sera le premier pas. Pour y parvenir, chaque nation devra reconquérir la maîtrise politique de ses échanges internationaux.

Résumons-nous.

La dévaluation nécessaire du franc lorsque la France sortira de l'euro, notamment vis-à-vis des produits allemands, ne visera pas la compétitivité commerciale avec ce pays comme avec les autres. Il ne s'agit pas du tout de s'engager dans une logique de guerre commerciale pour gagner des parts de marché sur les autres. Ce n'est pas du tout ce que veut le M'PEP. Nous nous inscrivons au contraire dans une logique coopérative basée sur le principe de l'équilibre de la balance des paiements, inspirée de ce que proposait en son temps (1948) la charte de La Havane. Dans un premier temps, la dévaluation vis-à-vis de l'Allemagne ne sera qu'un rattrapage de la politique agressive menée par ce pays depuis plus d'une décennie. De fait, avec le retour au franc, l'Allemagne ne pourra plus profiter de ses délocalisations et de sa déflation salariale, l'adaptabilité de la valeur des monnaies nationales l'en empêchera. Faut-il le regretter ? Évidemment non, puisque le retour au franc se fixe, entre autre, cet objectif. Ce qui était possible, pour l'Allemagne, dans le cadre de la monnaie unique, deviendra impossible avec des monnaies nationales. Ces dernières permettent en effet de neutraliser immédiatement les politiques agressives et non coopératives par une dévaluation.

Le commerce international ne doit jamais pouvoir être un moyen d'imposer une politique économique à une autre communauté politique extérieure qui doit toujours pouvoir rester souveraine dans ses choix collectifs. Chaque espace politique (chaque nation) doit pouvoir rester autonome pour ses décisions économiques, c'est une condition essentielle pour que la démocratie ne soit pas un vain mot. Si nous excluons l'économie du fonctionnement de la démocratie et des rapports de force nationaux et internationaux, ce sera le retour à la régulation publique par le marché. Les interactions internationales, en particulier le commerce, ne doivent être possibles que sous la seule modalité de la coopération volontaire, excluant donc par construction le « libre-échange » qui n'est que le nom du refus de la politique et de la démocratie et la régulation par le marché.

3. - Aucune perspective de construction d'un nouvel ordre commercial mondial n'est proposée

Les économistes pro-euro du PCF craignent un risque de surenchère des pays les uns contre les autres, provoquant une « guerre des monnaies ». S'ils ont raison d'envisager ce risque, leur réponse qui est de ne rien faire n'est pas acceptable. Bien sûr la dévaluation du franc est évidemment nécessaire, mais elle ne peut avoir pour but que de rétablir l'équilibre de la balance des paiements de la France. Elle ne doit pas viser à partir à la conquête de marchés chez les autres, c'est-à-dire provoquer chez eux des déficits. Une telle stratégie n'est possible qu'à la condition de construire progressivement un nouvel ordre commercial international.

Un projet de système de commerce international se donnant pour perspective le développement de tous les pays et non la conquête de nouveaux marchés a existé, sur le papier, avec la Charte de La Havane de 1948. Signée en 1948 par 53 pays dans le cadre des Accords de Bretton-Woods, le Sénat américain qui venait de changer de majorité a cependant refusé de la ratifier. Le document contient un ensemble de principes et de procédures susceptibles d'assurer un fonctionnement raisonnable du commerce international, en le sortant du libre-échange. Son article 1, qui détermine ses buts, dit clairement qu'il s'agit « d'atteindre les objectifs fixés par la Charte des Nations Unies, particulièrement le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement ». Dans l'article 3, le principe de l'équilibre de la balance des paiements est le plus important. Il montre que les relations bilatérales entre pays doivent reposer sur le principe suivant : « Aucun pays, à long terme, ne peut fonctionner avec une balance déficitaire ». Le texte précise que « les États membres chercheront à éviter les mesures qui auraient pour effet de mettre en difficulté la balance des paiements des autres pays » ! Les dirigeants allemands doivent avoir les oreilles qui sifflent ! Et l'article 21 détaille « les restrictions destinées à protéger la balance des paiements ». La charte autorise donc le recours à des mesures protectionnistes, diabolisées par le néolibéralisme. Elles sont le moyen de rééquilibrer les balances des paiements et non d'inverser la situation des pays concernés, c'est-à-dire de passer d'une position déficitaire à une position excédentaire. Grâce à ce principe d'équilibre de la balance des paiements, le commerce international devient un lieu de coopération et non d'affrontement.

Un gouvernement (en France ou ailleurs) qui voudrait vraiment sortir de l'ordre néolibéral pour résoudre la crise s'adresserait à tous les pays de l'Union européenne et au-delà. Il leur parlerait de la Charte de La Havane comme le

cadre, à mettre à jour, d'un nouvel ordre possible pour le commerce international. Il proposerait qu'une conférence se tienne dès que possible, dans le cadre de l'OMC ou en dehors. Parallèlement, il demanderait l'organisation d'un sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne pour remettre tout à plat dans le domaine du commerce international. Conjointement à ces initiatives multilatérales, un tel gouvernement proposerait individuellement aux pays membres de l'OMC et aux autres de conclure des accords bilatéraux avec la France pour réorganiser, entre eux, selon les principes de la Charte de La Havane, leur commerce international. Quel que soit le solde de la balance des paiements de la France avec ces pays (déficitaires ou excédentaires), un plan progressif sur 5, 10 ou 15 ans de retour à l'équilibre serait négocié. Certains pays signeront, créant ainsi les bases de ce nouvel ordre commercial mondial débarrassé du libre-échange. D'autres pays refuseront, et il s'agit le plus probablement des pays très excédentaires : la Chine et l'Allemagne. Néanmoins, il ne faut pas oublier que ces pays sont totalement dépendants de leur capacité à nous vendre leurs produits fabriqués à bas coûts. C'est pourquoi, dans ce cas, il faudra prendre des mesures protectionnistes unilatérales de manière à permettre à la France de recréer les industries nécessaires à sa souveraineté industrielle et sociale.

Insistons sur le fait que la crise de l'euro est loin d'être résolue et que les pays de la zone ayant un déficit commercial avec l'Allemagne, particulièrement la France, sont menacés à terme d'un défaut de paiement dans les pires conditions. Pour éviter l'effet domino, ce sont tous les pays déficitaires qui doivent redresser leur balance des paiements vis-à-vis de l'Allemagne. Autrement dit, 7% à 8% du PIB allemand – l'équivalent de l'excédent commercial - doit repartir vers les pays déficitaires de la zone euro (certaines études montent jusqu'à 12%). La question est de savoir qui, à l'intérieur du PIB allemand, du capital ou du travail, devra payer ces 7% ou 8% ? C'est évidemment le capital, comme le justifient les analyses précédentes. L'argument majeur qu'utiliseront les classes dirigeantes allemandes sera de dire que la baisse des excédents commerciaux allemands provoquera du chômage en Allemagne. Elles appelleront alors le peuple allemand à l'union sacrée pour y faire face. Tout reposera, pour la France et les pays de la zone euro en déficit commercial, sur leur capacité de montrer que la baisse des excédents commerciaux allemands ne se traduira pas nécessairement par du chômage si le droit opposable à l'emploi et la relocalisation de l'économie sont organisés. Il faut faire naître ce débat en Allemagne, et aider à la création d'un courant d'idées à l'intérieur même de ce pays, car ce n'est pas sur Die Linke que l'on pourra compter.

Il faudra montrer aux travailleurs allemands qu'il est de leur intérêt de mettre fin à ces excédents commerciaux, car ils permettront le développement de la consommation intérieure et la reprise de l'emploi et des salaires en Allemagne. Il faudra leur montrer que les plans d'austérité qui écrasent les pays d'Europe vont réduire la demande de ces pays, et donc réduire à terme les excédents commerciaux allemands dans les pires conditions. Et donc provoquer du chômage en Allemagne. Il est de l'intérêt des travailleurs allemands de mettre un terme à l'excédent commercial de leur pays car ce système n'est pas viable. C'est tout cela que devra entreprendre un gouvernement ayant l'ambition de mettre un terme à la crise.

Prenons l'exemple de l'industrie automobile française victime d'une concurrence déloyale de la part de l'Allemagne. Si les dirigeants allemands ne souhaitent pas signer l'accord bilatéral de coopération commerciale que la France leur proposera, une politique de quotas devra être appliquée par la France. Exemple : si 300 000 BMW ont été importées en France en 2011, le gouvernement français peut décider qu'il n'y en aura plus que 10 000 en 2014, et que, de surcroît, un droit de douane de 20% ou 30% leur sera appliqué.

En matière de textiles, le gouvernement devra reconstruire une véritable filière française par des financements publics et une coopération encadrée avec des industriels privés, français ou étrangers. Les importations de textiles chinois seront progressivement réduites au rythme de la montée en charge de la production française.

Refabriquer en France progressivement ces produits contribuera à réindustrialiser notre pays, à recréer de l'emploi dans le secteur marchand, à implanter de nouvelles usines dans les territoires qui ont été saignés à blanc et dans les zones rurales désertifiées, à repenser l'aménagement du territoire, à renflouer les caisses de Sécurité sociale, et à améliorer radicalement la qualité de l'environnement. Car en même temps ces relocalisations devront s'accompagner d'une mutation écologique du mode de production.

III.- LES ÉCONOMISTES PRO-EURO DU PCF REFUSENT DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS QU'ON LEUR POSE

Dans la tribune signée avec Jean-Claude Danglot parue le 2 juillet dans *l'Humanité*, nous avons avancé des arguments et posé des questions aux économistes pro-euro du PCF auxquelles ils se refusent de répondre. Leur silence doit-il être considéré comme un désaccord avec les mesures suivantes que nous avons proposées ?

- L'État ne doit plus passer par les marchés financiers pour assurer sa trésorerie et les investissements publics, mais faire appel à l'épargne nationale ; imposer aux banques et compagnies d'assurance qui auront été nationalisées l'achat obligatoire de quotas de titres d'État à faible taux ; permettre à la Banque de France de faire des avances au Trésor à taux nul ou non-remboursables. Il doit donc fermer le marché obligataire.
- Contrôle des changes et des mouvements de capitaux pour stopper net la spéculation.
- Remettre en vigueur l'échelle mobile des salaires et des prix pour les salariés et retraités.
- Baisser la facture pétrolière en diversifiant les approvisionnements auprès du Venezuela auquel la France n'achète pas de pétrole. Comme le fait Cuba, la France pourrait payer avec des aides techniques ou des mises à disposition de personnels.
- La fiscalité compte pour 75% dans le prix du pétrole. Il faut mettre en place un système pour la réduire quand les prix montent.
- Diminuer les importations car la France importe trop de biens qu'elle pourrait fabriquer elle-même, ou qu'elle fabriquait avant les délocalisations. Il faut produire en France, relocaliser et réindustrialiser le pays. Une politique de substitution aux importations est nécessaire, financée par des avances de la Banque de France. Il faudra produire en France des lave-linge, lave-vaisselle, fours à micro-ondes, appareils ménagers, chaussures, textile, meubles, jouets, téléphones portables, téléviseurs...
- La France devra proposer à ses partenaires commerciaux de signer des accords bilatéraux s'inspirant des principes de la charte de La Havane (voir le site du M'PEP).
- Pour mettre un terme à la crise, l'annulation de la dette publique est incontournable. Les créanciers remboursés le seront en francs (par création monétaire !). Comme le franc ne sera pas convertible, ces créanciers regarderont ces francs comme une poule regarde un couteau. Ils n'auront qu'une seule solution : acheter des produits français avec les francs qui leur auront été remboursés. Non seulement la dette publique ne connaîtra pas de renchérissement, mais elle sera largement annulée, une partie des 50 milliards d'euros de charge de la dette deviendront disponibles pour financer des politiques sociales et des investissements publics.
- L'Allemagne, en avril 2008, a adopté une loi rendant nécessaire une autorisation pour « *tout investissement supérieur à 25% du capital d'une entreprise dans le domaine des "infrastructures stratégiques" et dès lors que l' "intérêt national" est en jeu* » ? Pourquoi la France n'aurait-elle pas le droit de voter une loi semblable, avec un taux de 1%, et pour toutes les entreprises ?

Les échanges de textes entre les partisans d'un « *autre euro* » et les partisans de la sortie de l'euro sont intéressants et indispensables. Cependant il serait utile d'aller au-delà. Pourquoi le PCF et l'*Humanité* n'organiseraient-ils pas un débat public, pendant 3 ou 4 heures ?

- Jacques Nikonoff est porte-parole du Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP), ancien membre du Collège exécutif du PCF, auteur de *Sortons de l'euro, Mille et une nuits*, 2011.

Annexe : quelques définitions

La balance des opérations courantes (BOC) est le solde des flux monétaires résultant des échanges internationaux. Elle est composée de la balance commerciale, de la balance des services, de la balance des revenus et de la balance des transferts courants.

La balance commerciale d'un pays est la différence entre les valeurs de ses exportations et de ses importations de biens. Une balance commerciale déficitaire peut être le signe d'un problème économique. On l'appelle aussi la balance des visibles. Les facteurs qui peuvent influencer la balance commerciale sont :

- les taux d'intérêts,
- les accords commerciaux,
- les droits de douanes.

La balance des services est la différence entre la somme des services exportés et la somme des services importés. On l'appelle aussi balance des invisibles.

La balance des revenus est le solde des revenus des travailleurs expatriés et des revenus d'investissements (intérêts et dividendes).

La balance des transferts courants recense les dépenses d'aide publique au développement, les contributions aux organisations internationales et les transferts des émigrés/immigrés.

Tribunes - le 9 Juillet 2013

Comment se débarrasser des politiques d'austérité mises en œuvre en Europe ?

Rassembler dans les luttes pour l'alternative radicale d'un autre euro Par Paul BOCCARA, Frédéric BOCCARA, Yves DIMICOLI, Denis DURAND, Jean-Marc DURAND, Catherine MILLS, membres de la commission économie du Pcf.

L'article collectif « •Contre l'austérité en Europe luttons pour un autre euro• », publié dans l'Humanité du 13•juin dernier, a connu un grand retentissement à gauche, en France et, au-delà, en Europe. Face à une argumentation précise, certains, comme Jacques Sapir, ont choisi le terrain du dénigrement. C'est un aveu de faiblesse face aux critiques des illusions de fausse radicalité en Europe. Il convient, cependant, de renouveler l'argumentation en faveur des propositions concrètes, radicales et rassembleuses à gauche, portées par les économistes communistes dans le cadre du Front de gauche, contre les tentatives de semer le trouble, d'intimider et de brouiller les pistes dans un débat d'une grande importance politique.

Soulignons seulement trois points fondamentaux sur lesquels, loin de laisser dénigrer les positions alternatives, il convient de développer des luttes unitaires.

Premièrement• : contre la prétendue solution radicale de sortie de l'euro, la « •raison la plus importante• » opposée à cette fausse solution, comme cela a été avancé dans l'Humanité du 13•juin, concerne la désertion de la bataille déjà engagée pour un autre euro, une autre BCE et une autre construction européenne. Cela concerne la proposition d'un nouveau crédit pour sécuriser et promouvoir l'emploi à partir de la BCE et, aussi, une autre création monétaire de cette dernière pour alimenter un Fonds européen de développement social, solidaire et écologique, notamment pour une expansion des services publics en coopération. Nos critiques font précisément silence sur cette question et ces propositions cruciales. Cela confirme leur caractère décisif et le besoin de rassembler dans les luttes autour de ces idées nouvelles.

Par ailleurs, d'autres propositions, comme celles de Jacques Nikonoff et Jean-Claude Danglot, de sortir de l'Union européenne, d'opposer la Banque de France, le franc et une solution purement nationale à la BCE et un autre euro prétendu illusoire, ne voient pas que• :

- déjà la BCE a dû intervenir pour soutenir les pays européens en difficulté sans révision des traités• ;
- la création monétaire de l'euro donne une base monétaire pour une croissance européenne solidaire de progrès social, qui serait suffisamment importante et solide pour s'émanciper des marchés financiers et de la spéculation• ;
- contre la mondialisation du libéralisme, la construction d'une autre Union européenne fournit une force désormais indispensable pour une politique autonome.

Fuir devant les nouveaux problèmes de notre époque en croyant retourner au passé constitue précisément une illusion fallacieuse. Deuxièmement• : la sortie de l'euro, et donc le retour aux monnaies nationales, serait, suggère-t-on, la

solution pour nous acquitter de notre dette publique et, en même temps, mieux écouler nos productions en postulant un jeu favorable des « •élasticités-prix• ».

Mais notre balance commerciale exprime encore plus qu'hier un déficit endémique, notamment avec l'Allemagne. Une sortie de l'euro impliquerait de facto une dévaluation de notre monnaie nationale qui renchérirait d'autant le coût de nos importations en provenance de ce pays. Les partisans d'une sortie de l'euro espèrent qu'une baisse du prix des produits fabriqués en France, exprimés dans une monnaie nationale dévaluée par rapport à l'euro, permettrait des gains de parts de marché susceptibles de réduire le déficit commercial du pays. Mais cela ne pourrait marcher qu'au bout de quelque temps (c'est ce qu'on appelle la « •courbe en J• » du solde commercial en cas de dévaluation), et à certaines conditions souvent irréalistes• : que les gains de compétitivité ne soient pas annulés par une hausse des profits des entreprises et que l'appareil productif soit capable de répondre à la demande, sans compter les exigences de réduction des salaires et la mise en place de plans de rigueur. Souvent, cela ne marche pas. En outre, l'effet de la dévaluation est surtout d'élever les prix internationaux des importations obligées, donc de contribuer à aggraver le déficit commercial• ! C'est ce qui s'est produit en France lors des dévaluations successives des années 1980. Avec l'affaiblissement de notre tissu industriel, nous serions aujourd'hui dans une situation encore plus vulnérable. L'augmentation des prix des marchandises importées comme celle des matières premières ou encore des productions que la France ne fait plus se traduirait par une poussée inflationniste. Inflation que l'on chercherait à réduire en faisant pression sur les salaires. Et cela contribuerait aussi à maintenir et développer des emplois à faible niveau de qualification. Ce qui concernerait particulièrement l'Europe du Sud.

En même temps, une dévaluation alourdirait le coût de la dette. Ainsi, libellée dans la monnaie qui aura cours en France, la valeur de la dette tiendrait nécessairement compte de la nouvelle valeur internationale qu'aurait cette monnaie (avec une dépréciation d'environ 25•% par rapport à l'euro, soit autant de surcoût de la dette détenue par des non-résidents, c'est-à-dire immédiatement 8•milliards d'euros de plus à payer en année pleine). Sans tenir compte d'une spéculation éventuelle.

Relancer une croissance saine et durable à partir de nouveaux critères sociaux et environnementaux est indispensable.

Troisièmement• : il convient de s'appuyer sur les luttes qui montent dans tous les pays européens contre les politiques d'austérité impulsées par les gouvernements. Ceux-ci mettent notamment en avant le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (traité Merkozy). Ils multiplient les efforts de rapprochement vers un fédéralisme, carcan contre le progrès social, contre la démocratie, contre les souverainetés nationales dans une Europe de coopération.

Le pouvoir actuel de la monnaie européenne au bénéfice des marchés financiers commence à être mis en cause. Et l'idée d'un autre euro, à l'opposé de la fausse solution de la sortie de l'euro, progresse à gauche de partout, y compris en Grèce. L'Europe actuelle suscite un véritable mouvement de rejet parmi les populations. Les choix politiques faits au nom des citoyens n'ont eu de cesse de développer la domination des marchés financiers. Le statu quo devient insupportable. Seules des luttes convergentes, à partir des exigences populaires sur l'emploi, les salaires, les services publics, peuvent créer le rapport de forces qui permettra, progressivement, de nous émanciper des marchés financiers en nous appuyant sur une tout autre construction européenne.

Cela exige non de se replier, voire d'aviver la concurrence, mais de coopérer, de coélaborer des réponses en capacité de faire reculer la domination du capital et de la finance.

D'où l'idée d'une autre utilisation de l'euro par une transformation de la politique de la BCE afin de permettre, par une création monétaire commune, de développer l'emploi et les services publics.

La sortie des politiques d'austérité passe par là. Certes, les marchés financiers ne sont pas prêts à abdiquer sans luttes acharnées. Mais il n'y a pas d'autres solutions pour s'en sortir que, non seulement accepter ce combat pour une autre utilisation de l'euro et de la BCE, mais de le prendre à bras-le-corps jusqu'à gagner par des rassemblements de toutes les forces sociales, politiques et idéologiques intéressées à une autre Union européenne de progrès social.

Paul BOCCARA, Frédéric BOCCARA, Yves DIMICOLI, Denis DURAND, Jean-Marc DURAND, Catherine MILLS,